



HAL
open science

**Contre la violence les aliénations et les inégalités
systémiques A la recherche de règles
politico-économiques de protection de l'homme**

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Contre la violence les aliénations et les inégalités systémiques A la recherche de règles politico-économiques de protection de l'homme. Temps Nouveaux., 1986. hal-04645702

HAL Id: hal-04645702

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04645702>

Submitted on 12 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Contre la violence les aliénations et les inégalités systémiques
A la recherche de règles politico-économiques de protection de
l'homme**

**Jacques Fontanel
Temps Nouveaux
1986.**

Résumé : La concurrence, le pouvoir politique, la richesse, l'individualisme et le clanisme des forts dominant les sociétés modernes. Les valeurs d'avoir dominant les valeurs d'être, les valeurs du présent sont privilégiées au regard des valeurs du futur, l'industrialisation et le type de consommation capitalistes détruisent une part importante du patrimoine naturel de la Terre, le sous-développement entre parfois dans la trappe du non-développement, l'homme au travail est souvent déshumanisé, et les sociétés contemporaines atrophiaient l'homme et favorisent une vie sociale d'aliénations. Sans évolution, il faut ouvrir la société à une démocratie qui s'inscrit aussi dans le champ de l'économie et donne au système de production un contrôle par un système financier lui-même démocratisé.

Competition, political power, wealth, individualism and the clanism of the strong dominate modern societies. The values of having dominate the values of being, the values of the present are favored over the values of the future, industrialization and the capitalist type of consumption destroy a significant part of the natural heritage of the Earth, underdevelopment between sometimes in the trap of non-development, man at work is often dehumanized, and contemporary societies atrophy man and secrete a social life of alienations. Without evolution, we must open society to a democracy which is also part of the economic field and gives the production system control by a financial system itself democratized.

Concurrence, travail, marché, pollutions, nucléaire, capitalisme, égalité, démocratie

Competition, work, market, pollution, nuclear, capitalism, equality, democracy

L'utopie a-t-elle encore une place dans nos schémas de pensée ? Faut-il s'en remettre indéfiniment à ces fameuses structures actuelles du capitalisme ou à la lutte révolutionnaire pour espérer changer la vie ? Depuis que Marx s'est refusé à faire "bouillir les marmites de l'histoire" les recherches sur les sociétés idéales ont disparu. Or, toutes les périodes d'agitation sociale connaissent la même trame. Tour à tour, les travailleurs, les consommateurs, les citoyens contestent le pouvoir en place. Les grèves, les actions de rétorsion, les barricades l'agitation politique ou les attentats paralysent la vie collective et rendent plus difficiles les rapports entre les différents groupes aux intérêts artificiellement opposés par des systèmes économiques fondamentalement "différenciateurs". La situation de contestation débouche sur une période d'incertitude qui précède la période d'enlèvement. Les pouvoirs en place acceptent quelques revendications, après de longues négociations, réduisant ainsi la force de contestation. Ils conservent l'essentiel, payé au prix de l'accessoire. Pourquoi donc la situation de refus du système débouche-t-elle inéluctablement sur un replâtrage qui ne fait, en définitive, que conforter les inégalités et les pouvoirs en place ? Parce que l'on a réussi à persuader les intellectuels et les travailleurs qu'il ne fallait juger que les faits, que la construction d'une société différente ne pouvait être sérieusement imaginée en dehors des forces actuelles et que finalement seuls les poètes (et encore) peuvent espérer un paradis sur terre.

La réflexion sur les types de sociétés concevables est devenue tellement embryonnaire au XXe siècle que le débat reste binaire : le capitalisme à l'américaine ou le socialisme à la mode soviétique, alors que des forces sociales nombreuses souhaiteraient d'autres formes d'organisation. Il peut être éventuellement possible d'être ni tout à fait pour l'un, ni tout à fait pour l'autre, mais il est impossible d'être ailleurs. Soit la propriété privée est le fondement de la société, soit la propriété étatique des moyens de production est instituée, mais concevoir d'autres formes de rapports de production entre les hommes apparaît être une vaine entreprise.

Cette démarche n'est pas la seule, la prise en compte de la nature dans les réflexions contemporaines comme construction essentielle à la survie de la biodiversité et proposer d'autres formes de réponse. Le rejet des technologies "dures", c'est aussi défendre les productions faiblement consommatrices d'énergie, combattre les pollutions, contester l'usure et l'obsolescence planifiées, réduire le rôle politique et économique du pouvoir de l'argent, décentraliser les responsabilités, éviter les rapports de force producteurs d'inégalités, protéger les particularismes régionaux et locaux, refuser la division internationale du travail et les relations hiérarchiques traditionnelles. Il s'agit aussi de valoriser le respect de la nature et de l'homme, et donc inviter la propriété privée ou publique à ne plus être un instrument de puissance, promouvoir les solidarités (refus du

nationalisme égoïste, rejeter la pauvreté et de l'exploitation, éviter le développement artificiel de la rareté, source de pouvoir, mais aussi protéger les territoires et les organismes qui valorisent une vie solidaire, pacifique, fraternelle comme le rappelle la devise de la République de la France.

Les sociétés contemporaines atrophient l'homme et secrètent une vie sociale dans laquelle les aliénations (Weisskopf, 1976), les exploitations et les injustices se développent. Il s'agit donc de proposer une analyse critique des systèmes économiques modernes et de déterminer les solutions acceptables par tout le monde, minorités comprises. Il convient alors en creux, de bien comprendre les aliénations de sociétés contemporaines, avant d'esquisser des éléments de réponse à valider collectivement.

• LES CRITIQUES SOCIETALES

Les principales critiques à apporter aux sociétés contemporaines portent sur l'instrumentation de l'homme et de sa force de travail, sur la société industrielle impitoyable et productiviste à l'extrêmes, sur la concurrence des hommes, sur les conflits multiples des pouvoirs

- Les économies contemporaines ne se préoccupent que des valeurs d'avoir et elles négligent les valeurs « d'être ». L'homme n'est pas seulement un producteur, un consommateur ou un citoyen, Il doit être aussi un être de plaisir et d'amour. Dans le système capitaliste, toutes les relations tendent à être concentrées sur l'argent, son pouvoir sociétal et son rôle essentiel dans les pouvoirs d'achat hétérogènes qui valorisent l'envie et le désir, même au prix de la pauvreté extrême pour ceux qui ne sont pas dans les bonnes allées des profits ou des pouvoirs instaurés par le système de valeur du marché. Tout besoin s'exprime par une certaine quantité monétaire, de l'amour tarifé aux parcs naturels payants. Dans un système socialiste, l'homme est un instrument au service de la grande "cause" qui ne peut être évidemment que la libération de l'humanité dans un avenir qui excède largement la dimension d'une vie humaine. L'Etat aspire à tout gérer, à tout diriger, à tout contrôler. Le sens de l'Etat devient une valeur suprême, transmise par des systèmes éducatifs sévèrement contrôlés et surveillés par l'appareil judiciaire. Au final, l'Etat, c'est surtout l'exercice d'un pouvoir par des castes (comme l'appartenance au Parti Communiste ou la réussite du lobbying dans les couloirs du pouvoir politique)) dont les propres intérêts sont ainsi particulièrement bien protégés, au nom de l'intérêt commun qu'elles ont elles-mêmes défini.

Le monde industriel dans son ensemble a un coût humain considérable : condition et sécurité du travail, dégradation de la nature, gaspillage de la force de travail, réduction des libertés, développement des frustrations par l'essor de l'envie provoquée par la publicité et la communication intéressée (Fontanel, 1979a). En outre, il n'offre pas l'abondance, il

développe plutôt les pénuries essentielles (espace, eau, matières premières, réflexions philosophiques, ...) et la pléthore des objets accessoires présentés comme essentiels pour le statut social de chacun (Baudrillard, . Il lègue certes une réduction sensible de la faim dans les pays développés mais il laisse aussi les murs lépreux des constructions modernes, un sous-sol exploité sans regard sur l'avenir, des coûts irréversibles des destructions de la faune et de la flore, la modification climatique due à l'activité humaine (selon certains écologistes) et l'angoissante présence de l'énergie nucléaire, notamment sur son utilisation potentielle comme menace ou armes utilisables à terme.

- Les sociétés contemporaines vivent de la concurrence dans une atmosphère perpétuelle de concurrence et d'agressivité. Le capitalisme accroît son influence sur les pays en voie de développement et les idées d'un nouvel ordre économique mondial tendent à mettre en évidence la surexploitation des pays pauvres par les pays riches. Les nations industrialisées ne peuvent plus longtemps fermer les yeux : le sous-développement est bien le produit du développement ; autrement dit, nos pays n'ont pu atteindre leur niveau de développement qu'au détriment du Tiers-Monde. Les travailleurs occidentaux, eux-mêmes exploités, bénéficient pourtant assez largement de ces effets asymétriques au strict plan économique. Les actions syndicales devraient être plus responsables et tendre à prôner concrètement la solidarité internationale des travailleurs. Il est vrai qu'une telle position est difficile à tenir, mais ce n'est pas une raison pour se retrancher derrière le capitalisme et les capitalistes responsables de tous les maux. Cette position facile n'est pas courageuse. La responsabilité des "masses" est engagée à un double niveau : d'une part en cherchant systématiquement les petits arrangements sectoriels, d'autre part en invoquant les solidarités que dans les situations dramatiques.

- Le productivisme, qui a régné depuis le début de la Révolution Industrielle, est la cause fondamentale de la faible part accordée à l'homme dans le système capitaliste. Les partisans de la croissance à tout prix (et à n'importe quel prix) considèrent que l'abondance des choses conduit au bonheur. La croissance économique est devenue un objectif en soi et non un moyen. Il n'est plus possible aujourd'hui de retenir une telle proposition. Au prix d'un labeur extraordinaire, les hommes voient apparaître des objets de plus en plus inutiles et ils ne savent plus vivre en symbiose avec la nature. Ils travaillent 40 à 45 heures par semaine, toute leur vie, sans même avoir le temps de réfléchir aux raisons profondes d'une telle consommation de temps. Mais ont-ils seulement le choix. Ils développent l'énergie nucléaire susceptible, à terme, de creuser leur propre tombe, ils produisent les pollutions les plus nocives, Ils acceptent d'imaginer la faim comme une arme, ils vivent en bonne conscience avec le sous-développement et les plus inacceptables inégalités. Sont-ils pour

autant vraiment responsables ? La question est plutôt de s'interroger sur le contenu d'une croissance (Sauvy, 1973 ; Fontanel, 1979).

Le travail des hommes fait l'objet d'un incroyable fonctionnement. Il ne suffit pas de produire, encore faut-il que les produits soient socialement utiles. Or, les travailleurs apprennent à "fragiliser" les produits, à développer l'usure et l'obsolescence, à réfléchir sur les fausses innovations. L'homme industrialisé ne peut pas être que ce qu'il produit et consomme (Baudrillard, 1986). La consommation est devenue un langage, un système cohérent de signes. A côté de l'exploitation des travailleurs dans la sphère de la production, se développe une aliénation (Passet, 1979) par la consommation. La pauvreté naît de cette double exploitation.

Selon l'idéologie capitaliste, la croissance économique ne peut se nourrir que de l'existence des inégalités, lesquelles sont à la source de la pauvreté. Il est donc erroné de croire que la croissance réduira la pauvreté ; elle donnera nécessairement naissance à de nouveaux sentiments de pauvreté. La crise économique que nous traversons conduit à une perversion de l'action : pour lutter contre les contradictions du système, nos gouvernants cherchent à faire fonctionner les structures malades ; de moyen, le système est devenu maître. En face, l'univers socialiste se présente comme un espace paranoïaque du pouvoir. Le centralisme démocratique soupçonne, il réprime, il punit tout ce qui n'est pas conforme. La bureaucratie se présente comme l'émanation du peuple, comme le représentant ou l'expression de l'intérêt général comme l'instrument privilégié de libération de l'homme. De ce fait, tout ce qui lui résiste doit rompre. Le gouvernement et le Parti Communiste ont, par définition, toujours raison.

- La prolifération de l'arme nucléaire constitue un danger sans précédent pour l'humanité. Les responsables des programmes nucléaires ne manquent pas d'occasions pour affirmer que les réserves en armes ne permettent pas encore de détruire plus de 500 à 600 millions de personnes, comme si ce chiffre était convenable, alors qu'il ne met pas en évidence le traumatisme terrifiant que subiront les survivants, de la destruction de toutes les forces productives et des conséquences écologiques de court, moyen et long terme d'une telle opération. En outre, la survie de la vie humaine sur la planète Terre devient un problème on ne peut plus actuel. Les créateurs de la bombe nucléaire imaginaient qu'elle stopperait toutes les velléités de guerre, alors que l'histoire de l'après Hiroshima et Nagasaki décrit encore tant de guerres en action ou en réserve. Comme citoyen, la suppression de l'arme nucléaire devrait être décidée par les Etats qui en disposent. Cependant, le ver est dans le fruit et toutes les Conventions internationales ne seront sans doute pas respectées lorsque les dictatures des hommes, des intérêts ou des pensées politiques ou religieuses ouvriront de nouvelles courses aux

armements. Les stratégies de la dissuasion n'ont de valeur que si l'on émet l'hypothèse que les gouvernants sont raisonnables et qu'ils sont persuadés de leur vulnérabilité (Fontanel, 1983). A partir du moment où un Pol Pot prend le pouvoir, la dissuasion ne dissuade plus la paranoïa. Il faut engager, comme l'ONU le sollicite, un désarmement pour le développement, même si ce lien n'est pas toujours opérationnel, au moins à court terme (Colard, et al, 1981).

- La question de l'énergie nucléaire, susceptible de favoriser le développement d'une société centralisée et policière, permet la prolifération internationale d'une arme dangereuse pour l'humanité. Si les scientifiques sont capables de démontrer que le développement de l'énergie atomique à fin pacifique ne favorise pas la prolifération de l'arme nucléaire, s'ils apportent des preuves irréfutables du caractère inoffensif écologiquement de l'énergie nucléaire et de sa capacité d'être plus largement décentralisée, alors la question pourra être reposée, notamment si le nucléaire de fusion peut résoudre nombre de questions énergétiques, en réduisant ainsi l'exploitation du sous-sol par quelques générations, avant leur épuisement.

- La faim dans le monde, ce n'est pas simplement quelques images dramatiques données par la télévision à l'heure du repas. C'est d'abord et avant tout une réalité que les mouvements humanitaires ne pourront jamais réduire sans une transformation profonde des sociétés internationales (Fontanel, 1981). Le mal est profond. Il naît de l'exploitation du Tiers-Monde, aux dictatures locales, aux situations géographiques particulières. Les pays capitalistes n'apportent qu'une aide très faible aux pays les plus pauvres (1/20e des dépenses militaires) et les pays socialistes, qui se veulent les défenseurs des pays opprimés, n'apportent aucune aide, tout en bénéficiant, au niveau des prix et des transactions avec les pays du Tiers-Monde, des conditions définies par un marché mondial fortement capitaliste. Il ne faut pas croire que l'on pourra résoudre ce problème sans un nouveau partage et donc sans une réduction sensible du mode de consommation des pays développés.

- Enfin, il faut sauvegarder la nature, à la fois pour la nature elle-même, mais aussi pour l'homme. L'écologie, science et réalité oubliée par les seigneurs de l'économie, interroge l'Homme dans son rapport avec la nature, mais aussi sur l'utilisation du temps et des rapports sociaux entre les hommes (Vadrot, 1978 ; Fontanel, 1979b). Il est temps d'internaliser les coûts de l'environnement dans le calcul économique, ce qui se traduirait par une transformation radicale de la carte de compétitivité. L'acceptation d'une opération industrielle ne devrait être engagée que si la preuve de son utilité sociale est apportée. La rationalité capitaliste privilégie les coûts immédiats privés. L'internalisation de tous les coûts peut conduire à une limitation de l'exploitation de la collectivité par le secteur privé.

B. LES PROPOSITIONS

Elles dépendent de l'horizon de temps envisagé :

- A court terme, il faut engager une internalisation des coûts de l'environnement dans le calcul économique, conduisant ainsi à une transformation radicale de la carte de compétitivité. L'acceptation d'une opération industrielle ne doit être faite que si la preuve de son utilité sociale est apportée. La rationalité capitaliste privilégie les coûts immédiats privés. L'internalisation de tous les coûts peut conduire à une limitation de l'exploitation de la collectivité par le secteur privé. Les Associations doivent obtenir une extension de leurs pouvoirs en matière économique et, pour ce faire, elles doivent développer le nombre de leurs adhérents, de façon à agir plus efficacement contre l'impudence des actions centrées sur le profit privé immédiat. Le capitalisme n'accepte que les techniques conformes à sa logique. Le rôle des Associations est de populariser, par l'action quotidienne et par la réflexion théorique appliquée, des idées d'autonomie, de contrôle local, de défense du milieu et des conditions de vie. Il faut favoriser le développement des associations d'intérêt collectif, accorder plus d'indépendance aux pouvoirs locaux et renforcer les cultures locales et régionales et s'engager dans la dé-technocratisation et la débureaucratisation.

Il est aussi urgent d'améliorer les conditions de travail (cadences, accroissement des pouvoirs accordés aux syndicats, suppression progressive de l'organisation hiérarchique autoritaire du travail qui trouve sa seule justification dans le rôle répressif et peu productif du contrôle. Les monopoles nationaux, européens ou mondiaux doivent être surveillés en fonction de l'intérêt public de leurs actions et il faudrait réduire les droits conférés à la propriété publique et privée.

- Il conviendrait de développer les énergies renouvelables, même si elles devraient réduire la progression de la demande énergétique de l'industrie.

- Sommes-nous toujours en état de laisser les investisseurs choisir, puis imposer de nouvelles technologies qui les enrichissent, sans pour autant apporter un sentiment d'accomplissement pour la très grande majorité des citoyens ou des consommateurs ?

- Il s'agit aussi de promouvoir le développement des solidarités (et non de la concurrence ou de la coexistence pacifique), en s'engageant dans la sécurité de l'emploi, l'abolition des rapports hiérarchiques oppressifs, le

refus des nationalismes exacerbés, le contrôle des armes de dissuasion. Les solidarités au niveau mondial sont absolument nécessaires si l'humanité ne veut pas retourner à la barbarie. Les relations internationales sont à réinventer. Le principe d'égalité des hommes et des femmes, la définition d'un niveau de satisfaction des besoins plancher de chaque personne. L'égalité ne s'oppose pas à la diversité. D'autre part, la propriété, telle qu'elle est conçue dans le monde contemporain, est un instrument de puissance, qui favorise la double exploitation du travailleur et du consommateur. Il faut contrôler l'idéologie de la croissance économique, soutenir l'essor des technologies douces et la décentralisation des décisions, car toute production qui favorise une minorité et qui exploite la majorité des citoyens doit être contrôlée.

Les Associations doivent obtenir une extension de leurs pouvoirs en matière économique et, pour ce faire, elles doivent développer le nombre de leurs adhérents, de façon à agir plus efficacement contre l'impudence des actions centrées sur le profit privé immédiat. Le capitalisme n'accepte que les techniques conformes à sa logique. Le rôle des Associations d'intérêt collectif est de populariser, par l'action quotidienne et par la réflexion théorique appliquée, les idées d'autonomie, de contrôle local, de défense du milieu et des conditions de vie. Il s'agit aussi de réduire le poids des bureaucraties et des technocraties, en donnant à chacun de leurs membres, le poids d'une responsabilité personnelle dans les choix qu'ils auront à faire de respecter ou non, en fonction des actions engagées par leurs hiérarchie. Il s'agit aussi de promouvoir les solidarités et le principe d'égalité des hommes. La propriété des sols devrait être publique et la propriété privée devrait pas conduire à la double exploitation du travailleur et du consommateur. L'égalité ne s'oppose pas à la diversité.

Enfin, l'idéologie de la croissance économique fondée sur le PIB devrait être revue par d'autres indicateurs statistiques concernant notamment la situation économique et sociale des agents économiques les moins dotés et l'exploitation irréversible de la nature et de ses ressources. Il ne s'agit pas de produire pour produire, car il faut s'interroger sur l'intérêt collectif de cette production, sur la capacité du système à donner à chacun un pouvoir d'achat suffisant et supérieur à celui de la pauvreté (souvent s'ailleurs définie sur la base d'un revenu subjectif) et sur l'application d'une vraie démocratie économique qui ne cherche pas à imposer une égalité de revenus, mais plutôt qui vise à définir à la fois un revenu minimum et un revenu maximum.

La concurrence et la compétition brisent les faibles ou ceux qui ne souhaitent pas répondre à cet impératif sociétal. Il faut donc leur apporter des limites, car tout homme a le droit de vivre dignement.

Bibliographie

- (1) Baudrillard, J. (1968), *Le système des objets*, Gallimard, Paris.
- (2) Baudrillard, J. (1986) ; *La société de consommation*, Folio Essais, Paris.
- (3) Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), *Le Désarmement pour le Développement* ; Fondation pour les Etudes de Défense Nationale ; 19, 173
- (4) De Closets, F. (1984), *Toujours Plus*, Grasset, Paris
- (5) Fontanel, J. (1979a), *L'anti-publicité*, Université Sciences Sociales Grenoble.
- (6) Fontanel, J. (1979b) *Ecologie, économie et plurigestion*, Ed. Entente,
- (7) Fontanel, J. (1981), *Organisations économiques internationales*, Masson,
- (8) Fontanel, J. (1983), *L'économie des armes*, La Découverte., Paris.
- (9) Galbraith, K. (1970), *L'ère de l'opulence*, Calmann Levy, Paris
- (10) Galtung, J. 1979), *Développement, environnement et technologie : vers une technologie de l'autonomie*, CNUCED, Genève.
- (11) Granstedt, I. (1981), *L'impasse industrielle*, Le Seuil.
- (12) Ilich, I. (1973) *La convivialité*, Le Seuil
- (13) Passet, R. (1979), *L'économique et le vivant*, Payot, Paris.
- (14) Sauvy, A. (1973) *Croissance zéro*, Calmann Levy. Paris
- (15) Vadrot, C.M (1978), *L'écologie, histoire d'une subversion*, Syros, Paris.
- (16) Weisskopf (1976). *Aliénation, idéologie et répression*, PUF, Paris.